

Guillaume Debré : « Républicains et démocrates se sont radicalisés, le centre politique n'existe plus aux États-Unis »

Propos recueillis par
Philippe Gélle

Directeur général de LCI, la chaîne d'info du groupe TFI, ancien correspondant aux États-Unis, Guillaume Debré publie *La Nouvelle Guerre de sécession* (Éditions Fayard). Évoquant les fractures au sein de sa belle-famille américaine, il mène une enquête sociologique et politique à travers les cinquante États, brossant un tableau alarmant, mais offrant une lecture vivante qui fourmille d'exemples.

LE FIGARO. – Est-ce une figure de style ou les États-Unis sont-ils réellement au bord de la sécession ?

GUILLAUME DEBRÉ. – Je parle de sécession civique. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où les Américains se renferment, se protègent, se replient dans des environnements où ils ne sont plus exposés aux opinions adverses. Les républicains vivent entre eux, les démocrates aussi. C'est géographique, c'est politique, et il n'y a plus d'enjeu de faire fonctionner le système. C'est la crise du fédéralisme américain. Dans des États comme l'Idaho, l'opposition n'existe plus, les démocrates admettent qu'ils n'auront plus aucun impact politique.

Après son débat mardi face à Donald Trump, Kamala Harris vous paraît-elle capable de surmonter les divisions pour être élue – et ensuite ? Je ne suis pas sûr qu'elle le puisse, ni même qu'elle ait la volonté de le faire. Les deux camps sont tellement éloignés sur tous les sujets que je ne les vois pas arriver à des compromis. Kamala Harris le sait si bien qu'elle reste assez vague sur son programme. À deux mois de l'élection, je ne mettrai pas encore une croix sur Trump.

Vous notez qu'une ségrégation géographique se superpose aux divisions idéologiques ?

Les démocrates quittent les territoires républicains pour être remplacés par des républicains qui ont fui les terres démocrates. Des études montrent que 98 % de la population vit désormais dans des quartiers politiquement ségrégués. Ce « grand regroupement » peut être funeste pour l'Amérique.

Les Américains vivent donc réellement dans deux Amériques ?

Les lignes de fragmentation divisent les familles, les communautés, les comtés, les États... Urbains contre ruraux, progressistes contre conservateurs, wokistes contre créationnistes... L'identité politique est devenue l'identité sociale, assumée et revendiquée. Les institutions ne fonctionnent plus, les Américains en sont à ne plus vouloir faire fonctionner le système fédéral, leurs votes se radicalisent, le Congrès ne passe plus de lois, faute d'être capable de former des coalitions entre modérés. Depuis Obama et Trump, le système est enkyeté.

Vous évoquez dans votre livre les divisions de votre belle-famille, les parents de votre épouse américaine qui ont déménagé de Californie en Floride pour vivre dans un environnement trumpiste, comme eux. Cela les a-t-il changés ?

Oui. Ils se sont apaisés et hystérisés à la fois. Apaisés parce qu'ils sont confortablement installés dans leur environnement social, politique, idéologique. Mais ils se sont hystérisés parce que l'adversaire politique est devenu l'ennemi, les démocrates sont devenus une menace pour les boys – ma belle-mère parle de Biden comme du diable. Lorsque je les ai connus en 2003, la politique n'était pas un sujet ; aujourd'hui, c'est devenu leur identité. Dès qu'on aborde le sujet, la tension monte de mille volts.

Les deux camps ne consomment plus les mêmes produits, les mêmes marques, les mêmes divertissements, bien sûr les mêmes médias : cela en dit long dans le temple du consumérisme ?

Au départ, le consumérisme américain était une promesse, c'était du lien social – tout le monde s'enrichissait pour consommer, c'était le modèle américain. Aujourd'hui, les Américains ne sont même plus d'accord pour acheter les mêmes voitures. L'identité politique a contaminé toutes les strates de la vie sociale. Mes beaux-parents ne veulent plus

faire leurs courses chez Target parce que l'enseigne a mis en rayon une ligne LGBT-Q pour enfants et qu'ils trouvent cela absolument immoral. Ces phénomènes – la sont nouveaux.

Républicains et démocrates se déchirent même sur le drapeau ?

Il y a une crispation sur le drapeau américain, alors qu'il a toujours été la chose la mieux partagée aux États-Unis. Trump et les républicains le récupèrent comme un symbole de nationalisme, tandis que la gauche radicale a un rapport complexe et inconfortable au drapeau.



CHRISTOPHE CHEVALINI/TF1

L'identité politique des Américains est devenue l'identité sociale, assumée et revendiquée

peu. Elle n'ose plus le brandir. Le hisser devant sa maison, c'est s'afficher aux yeux des voisins comme un électeur de Trump, voire un nationaliste blanc.

Vous parlez de radicalisation et de tribalisation : le wokisme n'est-il pas du pain béni pour Trump ?

Le wokisme, c'est le pendan de Trump ; c'est en quelque sorte l'effet miroir démocrate du trumpisme, la radicalisation du discours politique à gauche. Les deux mouvements me paraissent concomitants et corrélés. Il y a un besoin d'identification politique à une radicalité dans des deux camps, la tiédeur idéologique ne satisfait plus les Américains.

Vous évoquez des projets séparatistes, au Texas par exemple. Une nouvelle sécession pourrait-elle être pacifique ?

Je ne crois pas que la Californie soit sur le point de prendre son indépendance ou le Texas de claquer la porte. Mais il y a des tas de façon de divorcer. Les velléités de l'État californien de sortir du système fédéral de financement de la santé publique portent en germe la rupture du gouvernement, qui ne pourrait plus financer Medicare et Medicaid, puisque la Californie en est le premier contributeur. Ce serait le début de la fin de l'État fédéral. Donc, on n'est pas obligé d'imaginer une guerre civile. On peut envisager un État fédéral qui se ra-

buigrît et des États qui reprennent beaucoup plus d'indépendance.

Avez-vous reconnu ces deux Amérique lors des conventions républicaine et démocrate de l'été ?

Bien sûr. La radicalité de la gauche américaine, que souvent les Français ne veulent pas voir, s'est manifestée à travers les intervenants à la convention de Chicago. Alexandria Ocasio-Cortez était persona non grata du temps de Hillary Clinton, c'était l'extrême gauche, aujourd'hui elle est « mainstream ». L'aile progressiste du Parti démocrate représente la moitié des représentants à la Chambre, les modérés ont été laminés aux élections de 2020. Et le pendan côté républicain, c'est le parti entre les mains des trumpistes. On est dans la grande radicalité : ce qui est nouveau pour moi, c'est que le centre politique n'existe plus aux États-Unis.

Est-ce une crise morale autant que politique que traversent les États-Unis ? C'est une crise identitaire. Les Américains peuvent la régler s'ils parviennent à renouer un contrat social, à changer leur Constitution, à réformer la démocratie fédérale afin d'en finir avec les présidents minoritaires... Mais cela exige une réforme des institutions extrêmement difficile à faire. ■

100% CHOISISSEZ UNE BANQUE QUI A CHOISI D'AIDER LES ÉTUDIANTS À ÉTUDIER

Pour répondre au coût de la vie étudiante, nous proposons le Prêt étudiant 0% TAEG fixe⁽¹⁾. C'est ça être une entreprise à mission.

Retrouvez tous nos engagements sur cic.fr/engagements

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

Exemple : Crédit amortissable de 15 000 € sur 10 ans, 120 mensualités de 125 €. TAEG FIXE de 0% (taux débiteur fixe de 0%). Montant total dû : 15 000 €. Sans frais de dossier. Hors assurance facultative (Décès, Perte Totale et Irréversible de l'Autonomie, Invalidité et Incapacité de Travail) calculée sur le capital restant dû, avec un montant de 1^{ère} cotisation mensuelle de 9,83 €, montant total 602,13 €, TAEA de 0,79%. Conditions au 20/07/2024. Intérêts pris en charge par la Banque.



Construisons pour que le monde bouge.

(1) OFFRE DE CRÉDIT SOUMISE À CONDITIONS, jusqu'à 50 000 euros et valable jusqu'au 31/12/2024, réservé au 1er prêt destiné à financer les études, pour les 18-27 ans détenteurs d'une offre groupée de services CIC, inscrite dans un cycle d'enseignement supérieur français, et selon quotient familial. Après étude et sous réserve d'acceptation de votre dossier par l'Agence CIC. Délai légal de rétractation de 14 jours. Voir conditions détaillées en Agence CIC et sur www.cic.fr. CIC Crédit Industriel et Commercial - Société anonyme au capital de 611 658 044 euros - 8 avenue de Provence 75009 Paris - RCS Paris 542 016 361 - N° ORIAS : 07 025 72

cic.fr